



## #POLITIQUE - REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN ANGOLA

*Le président angolais José Eduardo dos Santos a procédé ce lundi 5 septembre à un mini-remaniement ministériel. Parmi les sortants : Armando Manuel, ministre des Finances depuis trois ans et demi. Le ministre de l'agriculture a également été remplacé.*



José Eduardo dos Santos a mis fin le lundi 05 septembre 2016 aux fonctions du ministre angolais des Finances, Armando Manuel, en charge de ce portefeuille depuis mai 2013.

Son remplaçant est Augusto Archer de Sousa Mangureira, jusque-là président de la Commission des marchés de capitaux (gendarme de la bourse). Augusto Archer de Sousa Mangureira, est diplômé de l'ex-Université d'économie Bruno Leuschner (Allemagne de l'est). Né en 1962, cet ancien professeur à la faculté d'économie de l'Université Agostinho Neto (Luanda) a occupé des postes diplomatiques et de coordination ministérielle : représentant au Commerce de l'Angola en Espagne, conseiller économique du président angolais, coordonnateur du groupe technique du Conseil des ministres, secrétaire d'État puis sous-ministre chargé du Commerce, et membre de la Commission nationale sur le développement rural et la lutte contre la pauvreté. Il a également été président de la Fédération angolaise de handball et vice-président du Comité olympique angolais. Augusto Archer de Sousa Mangureira, selon la Commission des marchés de capitaux, est diplômé de l'ex-Université d'économie Bruno Leuschner (Allemagne de l'est).

Selon un communiqué de la Maison civile de la présidence angolaise, ce remaniement concerne également le poste de ministre de l'Agriculture qui passe des mains de Afonso Pedro Canga (nommé en septembre 2012) à celles de Marcos Alexandre Nhunga, ancien directeur général de l'Institut de développement agricole de l'Angola. Manuel da Cruz Neto, secrétaire général de la présidence, a été limogé et remplacé par Edeltrudes Fernandes Gaspar da Costa, qui occupait auparavant le poste de ministre d'État et chef de la Maison civile de la présidence.



## #DIPLOMATIE - L'ANGOLA PARTICIPE AU XVII SOMMET DES PAYS NON ALIGNÉS

*Le Vice-président de la République, Manuel Domingos Vicente, a quitté Luanda le jeudi 15 septembre, en route pour l'île Marguerite (Venezuela), où il participera aux travaux du XVIIème sommet du Mouvement des Pays Non Alignés, prévu du 16 au 18 courant.*



Manuel Vicente, qui représentera le Chef de l'Etat, José Eduardo dos Santos, a été salué à l'aéroport international « 4 de fevereiro » par le ministre d'Etat et chef de la Maison de Sécurité du Président de la République, Manuel Hélder Vieira Dias Júnior, du ministre des Transports, Ausgusto Tomás, ainsi que d'autres personnalités.

Organisée sous le thème "Unis sur la voie de la paix", cette rencontre intervient dans un contexte marqué par une multitude de défis politiques et économiques pour le Mouvement tels que l'exacerbation des conflits et des tensions ainsi que pour les difficultés économiques croissantes auxquelles font face les Etats membres du mouvement.

Ce sommet sera en outre l'occasion de "raffermir" les positions du Mouvement sur les grandes questions de l'actualité internationale à la veille de la 71ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

C'est pour la première fois que le Venezuela occupe la présidence du Mouvement des Pays Non Alignés, composé de 120 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique, d'Asie et d'Europe Orientale, représentant presque les deux tiers des pays membres des Nations Unies. Dans ce XVIIe Sommet du Mouvement des pays non alignés, le Venezuela va assumer la présidence de l'organisation jusqu'en 2019, en remplacement de l'Iran.

L'Angola est devenu membre du Mouvement des pays non alignés il y a 40 ans (le 16 août 1976), 21 ans après la fondation de l'organisation à Bandung, en Indonésie, en 1955.



## #DIPLOMATIE - RÉUNION DES PRÉSIDENTS DES COURS DE COMPTES DE LA CPLP

*Le Chef de l'Etat angolais, José Eduardo dos Santos, a accordé jeudi 15 septembre, à Luanda, une audience collective aux présidents des Cours de comptes de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) avec lesquels il analysé des questions ayant trait au contrôle des finances publiques.*



Il s'agit des juges du Brésil, Alencar Rodrigues (Secrétaire général de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle de la CPLP (OISC / CPLP), d'Angola, Julião António, de Cap-Vert, José Carlos

Delgado, du Mozambique, Machatine Paulo Mumguambe, du Portugal, Carlos Morais Antunes, et de Sao Tomé-et-Principe, José de Monte-Cristo.

Les présidents des Cours de comptes de la CPLP sont en Angola pour participer à la neuvième Assemblée générale de l'OISC. Interrogé par la presse à la sortie de la réunion, Alencar Rodrigues a déclaré que le président angolais avait souligné l'importance de la surveillance pour la rigueur et la correction des institutions financières publiques.

D'autre part, Alencar Rodrigues a précisé que l'OISC/CPLP conseillait le renforcement des institutions de contrôle financier comme un mécanisme sérieux pour permettre une meilleure utilisation des ressources publiques.

A son tour, Julião António, président du Tribunal des comptes angolais a déclaré qu'en ce qui concerne le fonctionnement de la Cour des comptes d'Angola, l'inspection était faite sur la base des paramètres juridiques, précisant que les audits étaient une forme de contrôles préventifs à l'égard des actes et contrats qui étaient liés à l'utilisation des ressources publiques.



## #ÉCONOMIE - L'ANGOLA PRÉPARE L'ADHÉSION À LA ZONE DE LIBRE ECHANGE DE LA SADC

*Selon le Ministre du Commerce, Fiel Constantino, l'Angola comptera sur les expériences du Mozambique pour adhérer dans la Zone de Libre Echange de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC).*



Le ministre angolais du Commerce, Fiel Constantino, a tenu ces propos jeudi, à Luanda, à l'issue d'une rencontre avec son homologue du Mozambique, Ernesto Tonela. Selon Fiel Constantino, le Mozambique est un cas d'étude qui peut servir pour préparer l'entrée effective

de l'Angola dans la Zone de Libre Echange de la SADC, et possède l'expérience pour transmettre au pays de faire partie de la Zone de Libre Echange de la SADC, depuis 2000.

"Nous avons une histoire commune et une économie presque semblable sur la croissance et le développement avec le Mozambique. C'était bien d'échanger les impressions sur les avantages et les désavantages d'adhérer à la Zone de Libre Commerce de la SADC", a affirmé le ministre. A cette rencontre, les deux autorités ont également débattu des questions liées au Mémorandum de Coopération entre les deux ministères, signé en 2003, d'une validité de trois ans, qui traite de la concertation méthodologique, de l'organisation et de la formation des cadres.

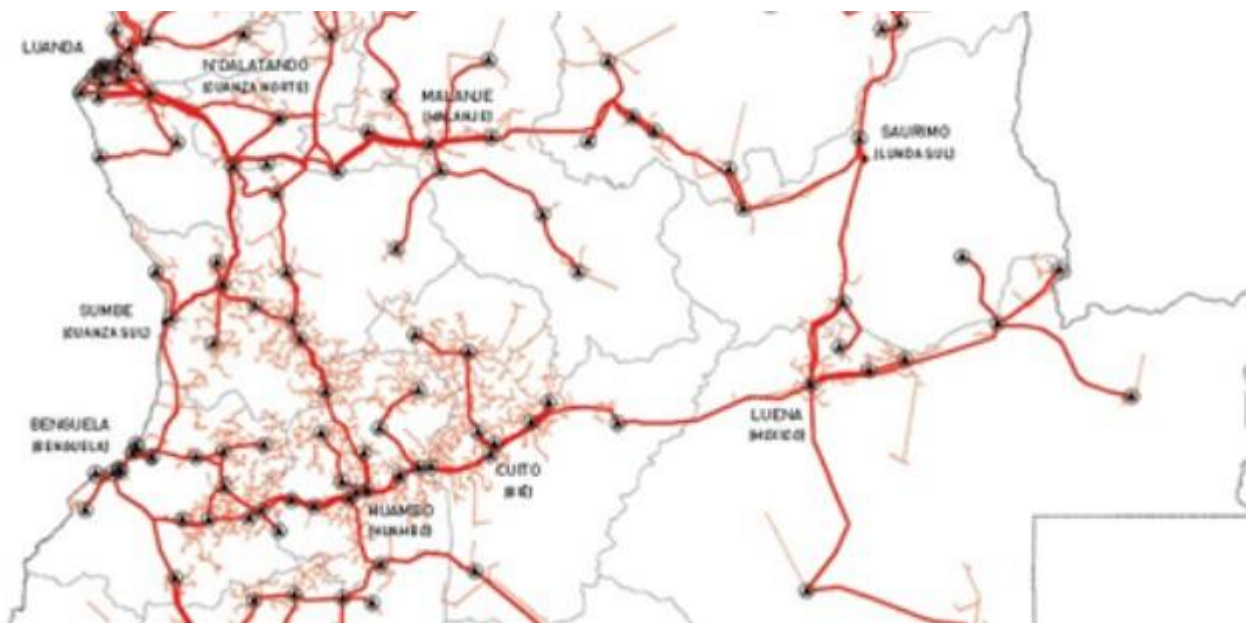
Pour sa part, le ministre mozambicain de l'Industrie et du Commerce Ernesto Tonela, a affirmé que la rencontre a été importante pour permettre de discuter des questions qui aideront à augmenter les échanges commerciaux entre les deux pays.

Ernesto Tonela séjourne à Luanda, depuis mercredi 14 septembre dernier, pour une visite de travail, dans le cadre du renforcement de la coopération qui existe entre les deux pays, et a visité le pôle industriel de Viana, où il s'est informé du fonctionnement des industries "Nampak Bevcan Angola", qui produit des boîtes en fer pour la boisson, "Xuntong Internacional" pour la construction des infrastructures métalliques et "Acail Angola", pour des gaz industriels et de soudure.



## #ÉCONOMIE - ANGOLA, PROJETS D'ÉLECTRIFICATION À 100% À L'HORIZON 2030

*L'Angola électrifiera la totalité de sa population d'ici 2030. C'est ce qu'a révélé Armindo da Conceição Mussongo, le directeur général du centre de formation des travailleurs du secteur électrique, un démembrement du ministère de l'Energie et de l'Eau.*



« Pour atteindre cet objectif en 2030, nous devons réaliser jusqu'à 250 000 connexions par an, en particulier dans les zones rurales. Ces connexions seront faites aussi bien grâce au réseau électrique national qu'avec des solutions off-grid », a-t-il expliqué.

Selon le responsable, cet objectif sera atteint entre autres par la participation au programme SE4ALL (Sustainable Energy for All) initié par les Nations Unies et dont l'objectif est de doubler la capacité du renouvelable dans le mix énergétique d'ici à 2030. Ce programme viendra en appui aux différentes initiatives nationales entreprises par le pays qui compte faire passer sa capacité électrique installée de 1 GW en 2015 à 5 GW en 2020, notamment avec la contribution des centrales hydroélectriques de Lauca (2067 MW), Soyo (750 MW) et de Cambabe (960 MW).

Actuellement, environ 33% des 21 millions d'Angolais ont accès à l'électricité.



## #ÉCONOMIE - L'ANGOLA RELANCE LA PRODUCTION DE CAFÉ

*Dans le cadre de la diversification de son économie l'Angola se tourne de plus en plus vers le secteur agricole et minier. Avant l'indépendance dans les années 70 l'Angola était l'un des principaux pays africains producteurs et exportateurs net de café. Depuis la fin de la guerre en 2002 le pays tente de réorganiser la filière pour retrouver un niveau de production acceptable.*



Selon João Ferreira Neto, le directeur général de l'institut national pour le café angolais (INCA) la production pourrait progresser de 5 000 tonnes, cette saison, passant ainsi de 12 000 tonnes en 2015 à 17 000 tonnes. Si

cette quantité est de 20 fois inférieure à ce qu'était la production du pays aux heures de gloire du café, il y a plus de 50 ans, le dirigeant a également annoncé le lancement d'un plan visant à tripler la production du pays afin de diversifier les sources de revenus de l'Angola.

En ce qui concerne la prochaine campagne, le gouvernement a approuvé un financement d'un milliard de kwanzas pour la filière. Ce montant permettra de planter 25 millions de caféiers et d'augmenter les superficies consacrées à la culture, de 1 000 hectares.

Commentant le regain d'intérêt des agriculteurs pour le café, João Ferreira Neto déclare : «Les prix du café ont triplé, d'une année à l'autre, et ceci est encourageant pour les producteurs. On a même du mal à trouver des fèves disponibles puisque certains négociants achètent leur récolte avant que celle-ci n'arrive à maturité. Tout ceci prouve que le café est une filière intéressante ».

L'Angola compte désormais 50 000 producteurs de café enregistrés et la denrée est produite dans 10 des 18 provinces du pays. 98% de la production angolaise de café vient d'exploitations familiales.



## #ÉCONOMIE - LANCEMENT D'UN CHANTIER NAVAL CIVIL ET MILITAIRE

*Prinvest Shipbuilding Investments, un groupe spécialisé dans la construction de navires de guerre appartenant à l'homme d'affaires français d'origine libanaise Iskandar Safa, a annoncé dans un communiqué publié le 2 septembre, qu'il allait lancer un chantier naval en Angola en association avec un partenaire local.*



Le groupe de construction navale basé à Beyrouth a également précisé qu'il compte s'associer à Simportex, une société appartenant à l'armée angolaise, pour lancer ce chantier qui sera doté de technologies de pointe en vue de construire des navires de guerre et de fournir une large gamme de services à la marine angolaise. «Ce chantier marque une nouvelle étape dans notre coopération avec l'une des économies les plus dynamiques en Afrique. Il montre que nous disposons des compétences nécessaires pour mener des projets de haut niveau à travers le monde», a déclaré le président de Prinvest Shipbuilding Investments, Boulos Hankach.

Le groupe Prinvest dispose de plusieurs chantiers navals au Moyen-Orient, ainsi qu'en France et en Allemagne. Il a déjà livré plus de 2000 navires à plus de 40 marines à travers le monde.